

Moshe Ma'oz. *Palestinian Leadership on the West Bank*. Londres, Frank Cass, 1984, XIV + 212 p. *

Les Palestiniens qui demandent actuellement de nouvelles élections municipales sur la rive ouest confirment peut-être implicitement le point de vue de Moshe Ma'oz selon lequel, après les élections de 1976, « *émergea une communauté nationale et politique dotée de plus de cohésion et une infrastructure pour une entité ou un Etat palestinien* » sur la rive ouest occupée par les Israéliens (p. 162).

Ceux qui exigent de nouvelles élections trouveront dans le trésor d'informations et l'analyse généralement précise et nuancée que présente Ma'oz un argument historique persuasif en faveur de leur affirmation que des élections peuvent aider à unifier et renforcer le mouvement palestinien, et à favoriser un accord de paix acceptable. Ceci, démontre l'auteur, est précisément ce qui se passa de 1976 à 1982, période qu'étudie principalement *Palestinian Leadership on the West Bank*.

Avant de parvenir à cette période cruciale, le livre examine brièvement le phénomène du nationalisme palestinien durant le mandat britannique, puis considère plus en détail l'institution du gouvernement municipal et ses bases sociales sous les régimes ottoman, anglais et jordanien. Une analyse des politiques d'Israël, des Palestiniens de la rive ouest et de l'OLP précède l'étude de la période 1976-1982.

Ma'oz se distingue rapidement de nombreux auteurs israéliens travaillant sur le problème de la Palestine en admettant la réalité, et même la légitimité, d'un nationalisme palestinien arabe distinct, qu'il voit comme le résultat de la confrontation historique unique des Palestiniens avec le sionisme. Il contredit aussi l'idée, répandue chez certains arabisants israéliens, que, à la veille de la guerre de juin 1967, la population de la rive ouest atteignait la fin d'un processus de « jordanisation » qui menait son identité nationale à l'extinction. Au lieu de cela, il suggère que le nationalisme palestinien a, en fait, connu une renaissance après la création de l'OLP en 1964 et remarque que des manifestations violentes antigouvernementales et pro-OLP ont, par deux fois, fait tomber des gouvernements jordaniens en 1966 (pp. 3, 10-11).

La réalité persistante du nationalisme palestinien est bien illustrée par la description, qui fait foi, du gouvernement municipal durant la période jordanienne, un compte rendu basé sur les lois jordaniennes, les règlements gouvernant les municipalités et les archives du service secret jordanien capturées par Israël en 1967. Après une brève expérience de démocratisation locale avec la loi sur les municipalités de 1954, le gouvernement jordanien amenda la loi en 1955, malgré l'opposition des dirigeants de la rive ouest, dans le sens d'une « *forte réassertion du contrôle central sur les villes de la rive ouest* » (p. 29). La loi de 1955 permettait au gouvernement jordanien de nommer les maires, de dissoudre les conseils municipaux, de suspendre les élections, d'exercer un contrôle presque total sur les bud-

* Cette note est parue en anglais dans le *Journal of Palestine Studies*, n° 63, printemps 1987. Traduction de Julien Deleuze.

gets locaux et de restreindre les déplacements des officiels locaux. « *Un examen du gouvernement municipal sur la rive ouest* », durant la période jordanienne, conclut Ma'oz, « *doit être fait dans le contexte de la tentative par le régime hachémite de centraliser le pouvoir politique à Amman. Le choix de cette politique provenait d'une peur du nationalisme palestinien régional et mena à un contrôle serré des partis et des groupes idéologiques, aussi bien que des autorités locales* » (p. 57).

Après 1967, Israël ne se soucia pas moins d'exercer un contrôle strict sur les Palestiniens. « *Un thème majeur de la politique israélienne à l'égard de la rive ouest* », écrit Ma'oz, « *était d'interdire, tant par les paroles que par les actes, les activités politiques arabes et de prévenir la formation d'une direction unifiée de la rive ouest, qu'elle fût nationaliste palestinienne ou pro-jordanienne* » (p. 87), Israël considérait le gouvernement municipal — de son point de vue, « *la principale institution non politique de la rive ouest* » (p. 63) — comme le meilleur moyen de promouvoir la normalisation et la stabilité sans pour autant fournir d'opportunités politiques aux habitants de la rive ouest. Cependant, comme le montre Ma'oz, en donnant ce rôle aux municipalités, Israël a involontairement rehaussé le statut des maires et les a obligés à s'occuper des problèmes politiques créés par l'occupation.

Au début, la nouvelle importance des maires favorisa des personnalités de la vieille garde pro-jordanienne comme Shaykh Ja'bari, le maire de Hébron. Ma'oz fait un compte rendu détaillé des tentatives de Ja'bari et d'autres conservateurs de représenter les Palestiniens de la rive ouest dans les négociations avec Israël. Ces tentatives échouèrent, dit-il, à cause des menaces de l'OLP, des pressions jordaniennes, et de la politique d'Israël de prévenir l'émergence d'une quelconque direction de la rive ouest en son entier.

Avec le passage du temps et sous l'impact de la politique d'occupation d'Israël (déportations, démolitions de maisons, confiscations de terres et colonisation juive), l'opinion publique palestinienne en vint à s'identifier de plus en plus avec l'OLP. L'admission et la description de ce processus par Ma'oz est une force de *Palestinian Leadership*. Bien qu'il rappelle aussi l'importance de facteurs extérieurs tels que les défaites politiques d'Israël dans la guerre d'octobre et le prestige croissant de l'OLP après Rabat, il voit l'évolution de l'opinion sur la rive ouest principalement comme une réaction aux conditions créées par la politique israélienne, tout spécialement le refus de reconnaître quelque direction palestinienne que ce soit et l'incapacité de contrôler le Goush Emounim et autres groupes extrémistes israéliens.

Les élections municipales de 1976 rendirent cette évolution évidente. Les résultats des élections, écrit Ma'oz, « *démontraient brutalement que la plupart des citoyens de la rive ouest avaient acquis un fort sentiment nationaliste palestinien sous l'autorité israélienne ; qu'ils soutenaient l'OLP comme étant leur seule direction légitime ; qu'ils rejetaient la politique jordanienne concernant la rive ouest... et qu'ils s'opposaient à l'occupation israélienne et à son plan d'autoadministration de 1975* » (p. 139). Cette assertion est exceptionnellement claire et non équivoque de la part

d'un chercheur israélien. De nombreux arabisants israéliens se sont donné grand mal pour tenter d'expliquer de façon satisfaisante pour eux le résultat des élections de 1976 plutôt que de prendre au sérieux le simple message du vote. L'honnêteté et la clarté de cette assertion sont typiques de *Palestinian Leadership*.

Dans son étude des années 1976-1982, Ma'oz fait preuve non seulement de clarté mais d'une compréhension raisonnablement nuancée et subtile de la dynamique interne de la politique palestinienne sur la rive ouest. Il n'exagère pas les divisions entre les diverses personnalités et factions, et prend en compte un certain degré d'unité sous-jacente sur des questions nationalistes de base. En même temps, il dépeint avec réalisme les conflits qui s'élevèrent entre les maires les plus conservateurs et les plus militants, entre ceux qui restaient au fond pro-jordanien et ceux qui soutenaient réellement l'OLP.

Il examine aussi avec bon sens le mélange de coopération et de conflit entre les maires nationalistes de la rive ouest et la direction de l'OLP hors des territoires occupés. Là, et en fait tout au long du livre, il nous donne un point de vue bien informé sur les interactions entre les organisations variées qui constituent l'OLP et entre les vieux groupements politiques de la rive ouest, comme les Ba'thistes, les Nationalistes arabes et le Parti communiste local. Son compte rendu du rôle des communistes dans le développement d'un front uni de résistance civile est d'une grande valeur.

Toutefois, *Palestinian Leadership* n'est pas sans défauts. Le plus sérieux est l'usage fréquent et mal défini que fait Ma'oz du terme « *radical* » pour décrire divers responsables ou tendances politiques locales. Il semble, dans ce cas, adopter la démonologie palestinienne courante au sein du gouvernement militaire israélien. Le mieux que l'on puisse dire de son point de vue sur cette question est qu'il manque pour le moins de constance. Ainsi, Muhammad Milham, l'ancien maire de Halhul, est un radical (p. 173) et un pragmatiste modéré (p. 208). Et bien que Bassam Shaka'a de Naplouse et Karim Khalaf de Ramallah tendent vers « *l'aile militante radicale de l'OLP* » (p. 167), ils appellent malgré tout à la coexistence avec l'Etat d'Israël (p. 145) ; et Khalaf est compté au rang des pragmatistes (p. 208).

Il y a d'autres points sur lesquels l'analyse de Ma'oz tend à trop se rapprocher des formules familières aux officiels israéliens. Parfois il met une emphase excessive sur le rôle des intimidations de l'OLP dans la politique de la rive ouest (quoiqu'il revienne souvent sur ses propos dans le paragraphe suivant), et il fait erreur quant à la signification politique de plusieurs assassinats dont les victimes étaient moins impliquées dans une politique anti-OLP que dans une forme plus simple de collaboration avec le gouvernement militaire. Dans une note, il semble aussi soutenir la prétention israélienne conventionnelle selon laquelle la décision d'attaquer en juin 1967 avait été prise à cause d'une grave menace contre l'existence d'Israël, quoiqu'il prenne la précaution de dire que la décision était basée « *sur la perception d'un environnement menaçant* » (p. 83).

Le livre est aussi terni par un nombre inadmissible d'erreurs typographiques, y compris des problèmes occasionnels avec les notes et l'inversion des légendes des photos de Karim Khalaf et Ilyas Freij.

Mais quoi qu'il en soit, *Palestinian Leadership* est un travail remarquable. C'est le meilleur compte rendu de cette période et de cette zone importantes de l'activité nationaliste palestinienne. Il est très bien documenté et fait un usage extensif de sources arabes, israéliennes et occidentales. Le plus important est peut-être que, bien qu'en 1979-1980 Ma'oz fût un conseiller du ministre de la défense Ezer Weizman et du gouvernement militaire de la rive ouest Dani Matt, donc un participant aux événements qu'il décrit et, d'une certaine façon, un ennemi des sujets de son livre, il parvient à un degré d'objectivité digne d'admiration. Il est parfaitement fondé à dire : « *J'ai poursuivi l'étude des responsables de la rive ouest avec empathie, ce qui m'a permis de percevoir la complexité des problèmes qu'ils affrontent* » (p. XIV). Tant son attitude que son utilisation d'une méthode historique critique sont précieuses dans l'étude de problèmes contemporains, au-delà de la question israélo-palestinienne.

Sa prescription pour un règlement pacifique, une entité ou un Etat palestinien en confédération avec la Jordanie, semblera inadéquate à certains et inaccessible pour le présent à tous. Mais son travail, avec sa reconnaissance de la légitimité du nationalisme palestinien, sa compréhension de la dynamique de la politique palestinienne et de l'impact de la politique israélienne, est de valeur et pourrait, comme il l'espère, « *contribuer à une meilleure compréhension... et à la coexistence pacifique des Israéliens et des Palestiniens* » (p. XIV).

James FINE